

## RAPPORT N°301 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 18 SEPTEMBRE 2021

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 11 au 18 septembre 2021 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au moins trois (3) personnes ont été assassinées au cours de la période dans différentes localités du pays et six (6) autres ont été grièvement blessées.

Le rapport déplore également le cas de deux (2) personnes qui ont été enlevées en mairie de Bujumbura.

### **1. Atteintes au droit à la vie**

- Dans l'après-midi de lundi 13 septembre 2021, le jeune Yves Nshimirimana, originaire de la colline de Kigarama de la commune de Ndava, en province de Mwaro, un agent des services de transfert d'argent Lumicash, Ecocash, Bancobu eNoti et PesaFlash, a été assassiné par balles au quartier 3 de la zone de Ngagara, au niveau de la jonction des avenues Buconyori et Kanyoni, en mairie de Bujumbura, par des malfaiteurs non identifiés, à bord d'une camionnette Toyota Hilux double cabine à vitres teintées, sans plaque d'immatriculation, et a succombé à ses blessures après avoir été évacué dans l'un des hôpitaux de Bujumbura (ouest du Burundi).

SOS-Torture Burundi dénonce la recrudescence des assassinats ciblés dans un contexte d'impunité généralisée des auteurs présumés qui, compte tenu du mode opératoire et des moyens utilisés par les tueurs, renvoie aux innombrables cas d'assassinats par des agents du Service national de renseignement (SNR)..

- Dans la nuit de jeudi à vendredi 17 septembre 2021 vers 3 heures du matin, des policiers du commissariat communal de Buraza ont tué par balles Léonidas Nkurunziza.

SOS Torture Burundi appelle à des enquêtes pour déterminer les circonstances de ces débordements policiers et engager des responsabilités et l'encontre des fautifs afin de rendre justice aux victimes.

- Dans la nuit de vendredi 17 septembre 2021 vers 19 heures, des malfaiteurs armés non identifiés ont assassiné par balles une femme prénommée Belyse sur la colline de Gihinga de la commune de Kayokwe, en province de Mwaro (centre du Burundi).

Selon des sources sur place, un groupe de malfaiteurs armés de fusils ont attaqué cette femme, originaire de la colline de Ruvumu dans la même commune et qui portait son bébé sur le dos, lorsqu'elle revenait du marché central de Mwaro. Les mêmes sources signalent que les auteurs et les mobiles du crime ne sont pas encore connus.

## 2. Atteintes du droit à l'intégrité physique

- Dans la soirée de samedi 11 septembre 2021 vers 19 heures, quatre (4) personnes non encore identifiées ont été grièvement blessées à coups de balles dans une embuscade tendue par un groupe d'hommes armés contre un camion transportant du charbon de bois sur la colline de Cogo, zone de Vyuya, commune de Mugamba, en province de Bururi (sud du Burundi).

Selon des témoins, trois personnes à bord de ce véhicule qui a été complètement calciné ainsi qu'un conducteur d'une taxi-moto qui passait à cet endroit au même moment de l'incident ont été grièvement blessés par balles et évacués à une structure sanitaire proche pour des soins.

- Dans la nuit de lundi 13 septembre 2021, un homme connu sous le nom d'Aloys Nshimirimana alias Kadoyi a été gravement torturé par un groupe d'Imbonerakure à la 13<sup>ème</sup> transversale de la zone de Maramvya, commune de Mutimbuzi, dans la province de Bujumbura (ouest du Burundi), qui l'accusaient faussement de consommer une boisson prohibée.

Selon des témoins, quatre (4) Imbonerakure en patrouille de nuit, à savoir David Karikunzira surnommé Muntu (chef de cellule de Buhomba et responsable du parti CNDD-FDD [Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie] dans la même localité), le prénommé Emmanuel alias Maniga, un certain Bigirimana surnommé Bakweta (chef des Imbonerakure dans la même cellule de Buhomba) et le prénommé Albert alias Gisimba (un des Imbonerakure assurant la sécurité du président de la République) ont trouvé Aloys Nshimirimana en train de boire du vin de banane appelé « *urwarwa* » dans un gobelet et l'ont violemment battu à coups d'un fer à béton chauffé au rouge, plus particulièrement au niveau de ses fesses, tout en l'accusant de consommer une boisson prohibée appelée « *umudiringi* ».

Les mêmes sources précisent que la victime ne peut plus s'asseoir ni marcher et qu'elle reste allongée sur le lit d'un centre de santé où elle est en train de bénéficier des soins.

SOS Torture Burundi appelle à des enquêtes pour bannir les violences des miliciens Imbonerakure et rendre la Justice à la victime.

### 3. Cas d'enlèvement ou de disparition forcée

- Dans la nuit de dimanche 12 septembre 2021, vers 21h 20 min, Eddy Irakoze (34 ans), un ancien militant du parti MSD (Mouvement pour la solidarité et la démocratie) et agent des Vigiles burundais affecté à l'ambassade de Russie, a été

enlevé à la 3<sup>ème</sup> avenue de Musaga, commune de Muha, en mairie de Bujumbura (ouest du Burundi), par quatre (4) hommes à bord d'une camionnette double cabine blanche non immatriculée aux vitres teintées.

Selon des sources sur place, ces hommes non identifiés, soupçonnés d'être des agents du SNR, ont conduit Eddy Irakoze, originaire de la commune de Mugamba en province de Bururi (sud du Burundi) et résidant en zone de Musaga, vers une destination inconnue.

- Dimanche 12 septembre 2021, un militaire en retraite des anciennes Forces armées burundaises (FAB) connu sous le nom de Méthode Manirambona a été enlevé par des hommes cagoulés à la 6<sup>ème</sup> avenue chez un certain Désiré, au quartier de Mtutakura, zone de Cikitoke, commune de Ntahangwa, en mairie de Bujumbura (ouest du Burundi).

Selon des sources sur place, des militaires cagoulés à bord d'un véhicule militaire pick-up sont entrés au domicile de Désiré, ont pris par force Méthode Manirambona et l'ont jeté dans ce véhicule pour une destination inconnue, après lui avoir extorqué ses téléphones.

Les mêmes sources révèlent que Méthode Manirambona, un ancien sous-officier en retraite, a été enlevé par des militaires qui seraient venus du camp Génie de Muzinda situé dans la province de Bubanza (nord-ouest du Burundi) et qu'il serait arbitrairement détenu dans l'un des cachots du SNR en mairie de Bujumbura.

SOS-Torture Burundi dénonce la recrudescence inquiétante des cas d'enlèvements qui sont devenus la règle pour le SNR et le service de renseignement militaire (G2) en matière d'arrestations arbitraires et qui sont toujours suivis de détentions secrètes ou de disparitions forcées des victimes.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situés à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat du Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.